

# FO CE L'FAIRE

Le compte-rendu du Comité d'Établissement du Pôle Nord-Est  
du 21 avril 2017

**Vendredi 21 avril s'est déroulé le comité d'établissement de France 3 Nord-Est, à Strasbourg. Voici tout d'abord l'édito de Force Ouvrière, par Bruno Demange, élu FO à Nancy, président de la commission économique du CE, et délégué syndical :**

## **« QUEL AVENIR POUR NOS LOCALES ?**

*C'est incontestablement l'un des débats du moment : dans bon nombre de directions régionales, des groupes de travail réfléchissent sur la meilleure solution pour couvrir l'actualité de proximité dans les régions.*

*Partout, il est suggéré d'oublier le principe du décrochage, qui, en l'état, pose des problèmes de diffusion. Le souhait est donc de faire évoluer le 19/20 vers l'idée d'un grand journal régional.*

*Partout en France, un préalable est cependant constaté : les équipes, comme les téléspectateurs, sont très attachées à leur rendez-vous de proximité. Clairement, l'idéal serait donc la prise en charge par l'entreprise des quelques millions nécessaires pour assurer la diffusion des rendez-vous sur les box.*

*Il faut malheureusement le déplorer : ce n'est pas à ce jour l'hypothèse envisagée !*

*Pour la majorité des salariés des locales, par exemple à Metz, c'est une erreur : "car nous perdrons en proximité, alors qu'il s'agit d'attentes des téléspectateurs, et que cette hyper proximité fait partie de l'ADN de France 3". Comme ces salariés l'ont dit lors d'une des réunions, c'est donc à contre cœur qu'ils ont participé à ces réflexions.*

*D'ailleurs, est-ce que cette position sera toujours d'actualité après le second tour de l'élection présidentielle ? Pas sûr !!*

*Au moment où Force Ouvrière France Télévisions a présenté la semaine dernière les positions des candidats à la présidentielle, nous avons constaté que presque tous partagent eux aussi un réel attachement pour cette offre. Il est donc urgent de ne surtout pas se positionner trop tôt sur cette question de la non diffusion sur les box : le sujet ne semble pas tranché !!*

*Ensuite, dans l'hypothèse selon laquelle le problème de diffusion persisterait, les salariés de certaines régions admettent que l'exposition de leur rendez-vous n'est pas satisfaisante. C'est ce qui ressort des réunions dans le Grand Est (où le territoire peut se prêter à des alternatives ambitieuses) mais ça l'est moins quand il existe plusieurs locales dans une*

*même région...et qui plus est lorsqu'il s'agit de locales à forte identité.*

*C'est le cas par exemple du Sud-Ouest (en particulier celles du Béarn, du Pays Basque, du Périgord, ou du Roussillon). Combien de sujets de chacune de ces locales pourraient véritablement être exposés dans de grands journaux régionaux ? N'y aurait-il pas un risque très fort de moindre exposition, et de risques pour les emplois sur place ?*

*Et quid de l'identité du territoire que ces éditions couvrent aujourd'hui ?*

*FO appelle donc à des solutions concertées, véritablement au cas par cas...et avec des garanties fortes là où des évolutions pourraient être envisagées.*

*Et plus que jamais, Force Ouvrière appelle la direction à ne surtout pas aller trop vite par rapport à un rendez-vous aussi essentiel, et constitutif de l'ADN de France 3. »*

---

La réunion a débuté par un CE extraordinaire, toute la matinée, consacré à un projet de création de site dédié au tournage d'un feuilleton quotidien, près de Montpellier, et des conséquences que ce projet pourrait entraîner sur les sites existants de la filière production. En particulier celui de Lambersart (près de Lille) et son unité fiction.

Pour répondre à nos questions, étaient présents à Strasbourg les principaux acteurs du projet.

Que retenir de ces débats ?

## **I/ EN QUOI CONSISTE LE PROJET ?**

La direction souhaite débiter dès septembre le tournage d'un feuilleton quotidien, par des moyens internes (et donc des équipes de salariés permanents de France TV). Pour constituer cette équipe, 92 postes seront mis en consultation pour être redéployés à Montpellier. Dès janvier 2018, ces équipes investiront de nouveaux locaux de 16.000 m<sup>2</sup>, comportant deux studios de 900 m<sup>2</sup>.

Sera créée à cette occasion une nouvelle menuiserie centrale, sur place, pour une conception high tech des décors du feuilleton) avec les moyens des menuiseries de Lyon, de Marseille et du siège).

La post production sera quant à elle réalisée dans les locaux du Franay, à Saint Cloud, avec la mise en place de 6 salles de montage.

## **II/ EN QUOI CE PROJET CONCERNE LES SITES ACTUELS DE LA FILIÈRE (ET NOTAMMENT CEUX DE LAMBERSART, NANCY ET STRASBOURG) ?**

La difficulté est que cette montée en puissance de l'activité doit être effectuée à moyens constants.

En conséquence, pour ajouter cette activité sans augmenter le nombre des salariés de l'entreprise, la création devra donc être compensée par des baisses d'activité ailleurs.

Où, et dans quelles proportions ? Difficile à dire à ce stade du projet ! Pour une raison simple : les impacts dépendront du nombre de salariés de chaque site, intéressés pour se lancer dans cette aventure. Et forcément, on ne le sait pas, alors que les mises en consultation n'ont pas encore débuté.

Nous savons juste que, pour compenser cette nouvelle production, la volonté est de réduire le nombre de fictions unitaires en 2018 de 32 à 20.

Concernant les 3 sites "filiale" du Nord-Est, la direction nous précise cependant que 2 de ces 3 sites ne seront pas concernés par ces réductions d'activité : Nancy et Strasbourg, qui ne fabriquent pas de fiction.

La direction ajoute qu'il n'est pas dans son intention de fermer l'un des sites existants (en dehors d'un à Marseille, mal adapté, pour lequel les 4 salariés seront rattachés aux deux autres sites marseillais...et donc, l'activité sur la ville ne sera pas réduite).

Quant à celle de Lambersart, "celle-ci n'est pas menacée", ajoutent les responsables de la filiale, "en raison de l'existence d'une demande".

### **III/ UN PROJET EN 3 PHASES**

Ce qui fait l'objet des débats du jour est la phase 1, destinée à la mise en place d'un outil destiné à "industrialiser" la fiction dans le but de fabriquer ce nouveau feuilleton.

Mais ce qui inquiète le plus les salariés sont les phases 2 (vidéo mobile) et 3 (sur les programmes régionaux). La direction nous dit à ce sujet que rien n'est encore construit, et qu'elle évoque ces deux phases pour que nous ayons une vision globale du projet.

La direction précise par ailleurs que ces phases seront en lien avec les investissements qu'il conviendra de faire (ou pas) le moment venu pour renouveler du matériel lorsque celui-ci sera devenu obsolète. Comment les choses se passeront-elles ? La direction nous dit ne pas savoir...mais qu'il faut avoir en tête que tout cela s'inscrira avec la mise en place d'un outil qui va permettre de l'activité.

### **IV/ POUR FO, DEUX PROBLÈMES À PRENDRE EN COMPTE**

FO salue une initiative ambitieuse, qui rompt avec des années de frilosité.

Nous regrettons cependant le délai très court dont les salariés qui pourraient être intéressés pour se lancer dans l'aventure vont pouvoir disposer.

Pour un démarrage dans 5 mois, et des mises en consultation qui ne sont pas encore pour tout de suite, ces salariés sont un peu "au pied du mur", alors qu'il n'est pas si facile de gérer ces mobilités (notamment pour que le conjoint réussisse à trouver du travail).

La direction répond qu'elle entend cette argumentation sur l'aspect humain, qu'il faut prendre en compte.

Elle précise néanmoins que, comme cela s'est fait pour France Info, tous les postes ne seront pas à prendre dans l'immédiat. À France Info, après plus de 7 mois de fonctionnement, une partie des permanents n'a pas encore rejoint l'équipe. Des questions de mobilité, mais aussi de formations expliquent cela. Il existera aussi des possibilités de détachements dans un premier temps.

Enfin, il existera aussi un dispositif très poussé pour accompagner (entre les offres du

passerport mobilité, et les aides qui pourront être proposées par les collectivités locales).

Autre question posée par FO, que se passera t-il pour les salariés qui auront fait le choix de rejoindre Montpellier, si le feuilleton ne fonctionne pas ? La direction affirme que, quoi qu'il arrive, cela s'inscrit dans une démarche de développement qui augmentera l'activité...donc aucune menace sur l'emploi !

D'autres questions existent, ou seront posées plus tard, au cours de cette procédure d'info consultation en cours.

D'autres précisions ont déjà été apportées lors du dernier CCE, au moi de mars : le projet était en effet le sujet principal de cette instance.

**[Pour retrouver notre compte rendu "le CCE en bref", cliquez ICI...](#)**

Après ce CE extraordinaire, la réunion s'est poursuivie avec un CE ordinaire, destiné à examiner un point antenne, puis le bilan du plan de formation 2016.

## **V/ POINT ANTENNE**

Aucune évocation des grilles de rentrée durant ce CE d'Avril... La direction s'est limitée à la présentation des couvertures pour les prochaines législatives, les calendriers pour l'été et septembre, puis les programmes d'été.

### **1) LES DISPOSITIFS POUR LES LÉGISLATIVES**

Comme annoncé, ceux-ci sont de la responsabilité des nouvelles directions régionales. Ils sont donc différents dans le Nord-Est, au sein des 3 régions.

#### **GRAND EST**

Chacune des 3 tranches (de 20h15, 21h15 et 22h15) débutera par une partie "grande région", avec 2 journalistes, avant une suite dans chacune des antennes. Pour l'occasion, l'auditorium de Strasbourg sera équipé de 2 plateaux (un pour la partie "Grand Est" et un pour celle sur "l'Alsace").

#### **HAUTS DE FRANCE**

Les 2 premières tranches seront entièrement par antenne, alors que la troisième sera "grande région", depuis le plateau de Lille, avec des duplex dans chacune des 5 préfectures.

#### **BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ**

La première tranche sera "grande région", depuis Besançon.

La seconde sera entièrement par antenne, de même que la troisième (mis à part une "conclusion" en grande région).

## 2) LES CALENDRIERS DE GRILLE

- lundi 19 juin : dernière case documentaire "qui sommes nous ?"
- mercredi 21 juin : dernier EDR (et documentaire suivant)
- 24 et 25 juin : dernier week-end de programmes régionaux (dont Dimanche en Politique)
- mercredi 28 juin : dernier numéro de "In situ"
- tranches d'info estivales du 1er juillet au 3 septembre
- vendredi 7 juillet : dernières matinées
- maintien de la case "les nouveaux nomades" le samedi durant l'été
- lundi 4 septembre : reprise des tranches d'info classiques
- samedi 16 septembre : reprise des programmes régionaux du week-end (avec les documentaires et "Dimanche en Politique").
- lundi 18 septembre : reprise des documentaires du lundi

## 3) QUELQUES INFOS SUR LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Tout d'abord, il a été précisé que nous devons travailler sur "l'après élections" concernant l'émission "Dimanche en Politique".

Il est ajouté que le passage de cette émission du samedi au dimanche n'a pas fait perdre de téléspectateurs.

Pour l'été, la direction des Hauts de France annonce l'arrivée d'un supplément estival (pilote par l'équipe de Boulogne, mais pas seulement) dans l'esprit de celui de l'an dernier mais à l'échelle de toute la nouvelle région.

Dans le Grand Est, de nouvelles pages été seront proposées par l'ensemble des équipes (y compris celles des locales).

Quant à la Bourgogne Franche-Comté, elle prévoit un début d'été chargé avec :

- les Eurockéennes de Belfort
- 4 ou 5 étapes du Tour de France
- puis un important meeting aérien.

Enfin, un point a été fait sur les PAE.

En Lorraine, aucune depuis décembre, et notamment pas de sortie du CCR lors de la dernière fête des jonquilles de Gérardmer. L'explication est un choix pour 2017 de la voie numérique (+ un 26 minutes diffusé ce week-end), en raison notamment d'un tournage de "ça roule en cuisine" au même moment. La direction ajoute que l'une des vidéos en ligne a généré 79.000 vues (3ème vidéo la plus vue de la semaine, sur tout le réseau).

Autre PAE, diffusée au plan national : la cérémonie anniversaire de la bataille du Chemin des Dames. L'émission a été jugée de grande qualité, avec une audience nationale dans la moyenne de celles du programme occulté (et des audiences bien plus fortes dans le Nord-Est).

## **VI/ BILAN DU PLAN DE FORMATION 2016**

Les élus ont pris connaissance du compte rendu de la commission emploi formation du 4 avril dernier.

[Découvrez ce compte rendu en cliquant ICI...](#)

En résumé, le budget réalisé en 2016 est finalement inférieur de 70.000 euros à ce qui était prévu : avec 286.000 pour un prévisionnel de 356.000.

L'explication : le fait que le pôle ait dû prendre en charge les formations DOIR (enchaînement de numérique, stand up et écriture, pour 9 stagiaires, par groupes de 3, sur 3 jours). Ce dispositif soudain a nécessité l'interruption des formations prévues en 2016, à compter de mai 2016.

Autre difficulté : la non consommation des 100.000 euros prévus pour les périodes de professionnalisation.

Pourquoi ? Car l'enveloppe de l'AFDAS est en fait mutualisée sur toute l'entreprise, selon la règle du "1er arrivé, 1er servi".

FO conteste cette règle, tout comme nous déplorons le très faible retour sur investissement, par rapport à ce qui est versé à l'organisme collecteur. En effet, ce que France TV verse à l'AFDAS est de l'ordre de 6 millions d'euros, et n'en récupère que 700.000. Certes, c'est une collecte qui est aussi destinée à une certaine solidarité, mais quand même... La disproportion nous semble trop forte.

Pour ces deux raisons, FO a souhaité émettre un avis négatif sur ce bilan. Ce n'est pas le choix effectué par les autres élus, qui a considéré que ces problèmes n'étaient pas du fait de l'équipe du Nord-Est. Même si c'est exact, il n'en demeure pas moins que, pour les salariés, le réalisé du plan n'a pas été à la hauteur de ce que l'on pouvait espérer.

Une possibilité de lectures différentes des faits, c'est tout l'intérêt de la diversité syndicale !!

# **Prochain CE le 19 mai 2017 à Lille**



**Bien évidemment, vos représentants FO au Comité d'Établissement sont à votre écoute : Muriel Bessard (Dijon), P. Campagne (Lille), Catherine Reggianini (Metz et Nancy), Bruno Demange (Metz et Nancy), Eric Vial, Jean-Paul Furno, Henri Weiken, Roya Moradpour (Strasbourg)**